

- 19° le centre public d'aide sociale de Lievegem;
- 20° le centre public d'aide sociale de Nazareth;
- 21° le centre public d'aide sociale de Pelt;
- 22° le centre public d'aide sociale de Wommelgem.

Pour ces communes et centres publics d'aide sociale, l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 mars 2018 relatif au cycle de politique et de gestion des administrations locales et provinciales entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, sans préjudice de l'application de l'article 166, § 2, alinéa deux, du présent arrêté.

Art. 2. L'article 241, en ce qui concerne l'application des articles 249, 251, 253, 254, 255, 257 en 263, et l'article 242 du décret du 22 décembre 2017 sur l'administration locale entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019 pour les régies communales autonomes suivantes :

- 1° la régie communale autonome Aalter;
- 2° la régie communale autonome De Panne;
- 3° la régie communale autonome Stad Deinze;
- 4° la régie communale autonome « Erfgoed »;
- 5° la régie communale autonome « Kunsten en Design »;
- 6° la régie communale autonome « Stadsontwikkelingsbedrijf » (SOGENT);
- 7° la régie communale autonome « Sportcentrum 't Hofeind »;
- 8° la régie communale autonome Overpelt.

Pour ces régies communales autonomes, l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 mars 2018 relatif au cycle de politique et de gestion des administrations locales et provinciales entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, sans préjudice de l'application de l'article 166, § 2, alinéa deux, dudit arrêté.

Art. 3. L'article 489, en ce qui concerne l'application des articles 249, 251, 253, 254, 255, 257 en 263, et l'article 490, § 1^{er}, du décret du 22 décembre 2017 sur l'administration locale entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019 pour les associations d'aide sociale suivantes :

- 1° « Huisvestingsdienst Regio Izegem »;
- 2° « Sociaal Verhuurkantoor Gent ».

Pour ces associations d'aide sociale, l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 mars 2018 relatif au cycle de politique et de gestion des administrations locales et provinciales entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, sans préjudice de l'application de l'article 166, § 2, alinéa deux, dudit arrêté.

Bruxelles, le 13 novembre 2018.

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique,
du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,
L. HOMANS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/32422]

14 NOVEMBRE 2018. — Décret en matière de subventionnement de l'organisation de modules et de programmes sportifs de promotion et de développement du sport

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Du subventionnement des modules et des programmes sportifs de promotion et de développement du sport*

Article 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement peut accorder des subventions pour encourager la réalisation de modules ou de programmes sportifs de promotion et de développement du sport.

Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° module : plusieurs heures d'activités de promotion et de développement du sport en général ou d'une discipline sportive en particulier, en vue de la réalisation d'un objectif à définir par le bénéficiaire en fonction de ses besoins spécifiques et constituant une plus-value par rapport au fonctionnement habituel et aux activités quotidiennes du bénéficiaire;

2° programme sportif : ensemble de modules coordonnés en un programme cohérent en vue de la réalisation d'une politique sportive globale, sur le moyen ou long terme, qui s'étend sur une période de minimum une année et maximum trois années.

La subvention est destinée à couvrir forfaitairement les frais d'organisation, de formation, de matériel, d'encadrement et de déplacement induits exclusivement par les activités subventionnées.

Art. 2. § 1^{er}. Les modules et les programmes sportifs qui peuvent être subventionnés se répartissent en quatre cadres d'intervention :

I. « Animation et promotion », dont les objectifs sont de faire découvrir l'activité sportive en privilégiant l'approche par le jeu et de développer le savoir-vivre ensemble par la pratique sportive;

II. « Initiation », dont les objectifs sont de développer progressivement des activités motrices spécifiques, de motiver à l'apprentissage sportif, de recruter ou de fidéliser à la pratique sportive dans l'optique d'une pratique de compétition ou récréative poursuivie tout au long de la vie;

III. « Perfectionnement », dont les objectifs sont soit de consolider les habilités motrices spécifiques individuelles ou collectives, soit de promouvoir l'arbitrage, soit de parfaire l'apprentissage des fondamentaux d'une discipline sportive spécifique;

IV. « Entraînement », dont les objectifs sont soit de former, d'éduquer et d'entraîner à la compétition, soit d'optimiser l'entraînement, soit de détecter et sélectionner le talent sportif.

§ 2. Pour pouvoir être subventionnées, les activités doivent se dérouler sur le territoire de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il peut être dérogé à l'alinéa 1^{er} pour les modules relevant du cadre d'intervention IV pour autant que la nature même de la discipline ainsi que le niveau de pratique le justifient.

§ 3. L'octroi de la subvention est subordonné à l'organisation de modules dont le niveau de qualification minimum de l'encadrement pédagogique est fixé par le Gouvernement pour chaque cadre d'intervention.

Pour chaque module, un membre au moins de l'équipe d'encadrement, qui doit être présent sur place et encadrer de manière effective les activités, doit avoir le niveau de qualification minimum fixé par le Gouvernement.

Le niveau de qualification est attesté par un titre délivré par l'autorité publique compétente, en ce compris les titres obtenus par une procédure d'équivalence, que ce soit par la reconnaissance d'un titre ou par la valorisation des acquis d'expérience.

§ 4. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le montant de la subvention du module est le produit du nombre d'heures d'activités réellement prestées par le forfait horaire fixé par le Gouvernement pour chaque cadre d'intervention, quel que soit le nombre d'encadrants.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont adaptés à l'indice des prix à la consommation, au début de chaque année civile. L'indice des prix à la consommation de base est celui en vigueur au 1^{er} décembre 2018.

§ 5. La subvention octroyée pour l'organisation d'un programme sportif aux bénéficiaires visés à l'article 3, 2^o et 3^o, fait l'objet d'une majoration, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 6. Le Gouvernement fixe, pour chaque type de bénéficiaire, le nombre maximum de modules ou de programmes sportifs, le nombre minimum et le nombre maximum de modules par programme sportif et le nombre maximum d'heures par module pouvant faire l'objet d'un subventionnement.

§ 7. Le Gouvernement peut déterminer :

1^o des règles en matière de nombre minimum de participants, étant entendu que celles-ci peuvent varier en fonction de l'objectif du module ou du programme sportif et de la discipline sportive concernée;

2^o des règles en matière de montant maximum de la contribution financière demandée aux participants.

Art. 3. Peuvent bénéficier des subventions pour la réalisation de modules ou de programmes sportifs de promotion et de développement du sport :

1^o les fédérations sportives reconnues par la Communauté française : les fédérations sportives, les fédérations sportives de loisirs et les associations sportives reconnues en vertu des dispositions des sections I et II du Chapitre IV du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, seulement pour des programmes sportifs dans leur(s) discipline(s) sportive(s) respective(s);

2^o les cercles sportifs affiliés à une fédération sportive reconnue par la Communauté française : les cercles sportifs visés par le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, seulement pour des modules ou programmes sportifs organisés dans leur(s) discipline(s) sportive(s) respective(s);

3^o les administrations communales ou les associations sans but lucratif auxquelles les communes, directement ou par l'intermédiaire de mandataires ou de tiers agissant en leur qualité de représentant de la commune, confient la mise en œuvre de la politique sportive communale, seulement pour des modules ou programmes sportifs organisés dans les cadres d'intervention I et II, à condition qu'au moins un tiers des modules organisés rencontrent l'une des orientations prioritaires définies par le Gouvernement, en favorisant les partenariats avec des associations spécialisées dans les thématiques concernées;

4^o les centres sportifs locaux et les centres sportifs locaux intégrés visés par le décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés, seulement pour des programmes sportifs organisés dans les cadres d'intervention I et II qui visent un public autre que les utilisateurs habituels, et notamment un public fragilisé, dans le respect de l'une des orientations prioritaires définies par le Gouvernement et en favorisant les partenariats avec des associations spécialisées dans les thématiques concernées.

Art. 4. Pour pouvoir bénéficier de subventions pour la réalisation de modules ou de programmes sportifs de promotion et de développement du sport, les bénéficiaires visés à l'article 3 doivent répondre aux conditions suivantes :

1^o disposer d'infrastructures sportives permettant la pratique réglementaire de la discipline sportive, sauf s'il s'agit exclusivement de l'organisation d'activités relevant du cadre d'intervention I;

2^o disposer de vestiaires et de sanitaires, distincts pour les hommes et les femmes, pour autant que la discipline sportive le requière, sauf s'il s'agit exclusivement de l'organisation d'activités relevant des cadres d'interventions I et II;

3^o pour les cercles sportifs affiliés à une fédération sportive reconnue par la Communauté française, disposer d'au moins un arbitre ou d'un juge officiel, pour autant que la discipline sportive le requière;

4^o souscrire à une assurance couvrant les participants contre les risques en responsabilité civile et contre les accidents corporels qui surviendraient dans le cadre de l'activité;

5^o se conformer aux règles relatives à la présence de défibrillateurs externes automatiques de catégorie 1 dans les infrastructures sportives;

6^o se conformer au décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport;

7^o se conformer au code d'éthique sportive adopté en exécution du décret du 20 mars 2014 portant diverses mesures en faveur de l'éthique dans le sport en ce compris l'élaboration du code d'éthique sportive et la reconnaissance et le subventionnement d'un comité d'éthique sportive;

8^o ne pas sous-traiter la prise en charge de l'organisation générale des activités, notamment au niveau de la gestion des inscriptions, de la réservation des plateaux sportifs, de l'engagement de l'encadrement sportif et des obligations en termes d'assurance.

Art. 5. Le Gouvernement détermine la procédure d'octroi des subventions.

Art. 6. Conformément à l'article 61, alinéa 1er, 4°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, le bénéficiaire reconnaît à l'instance subsidiaire, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

Art. 7. Ne peuvent bénéficier des subventions prévues par le présent décret les organisations qui sont susceptibles de bénéficier, pour les mêmes activités, de subventions accordées par la Communauté française dans le cadre d'autres législations ou réglementations en matière de sports.

Art. 8. Le montant budgétaire global disponible est adapté à l'indice des prix à la consommation, au début de chaque année civile. L'indice des prix à la consommation de base est celui en vigueur au 1^{er} décembre 2018.

Le Gouvernement détermine les modalités de répartition du montant budgétaire global disponible entre les différentes activités subventionnées en fonction de la période pendant laquelle elles sont organisées.

CHAPITRE II. — *Dispositions abrogatoires et transitoires*

Art. 9. Sont abrogés :

1° le décret du 12 mai 2004 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'organisation d'activités sportives de quartier, modifié par les décrets des 8 décembre 2006, 25 mai 2007 et 19 octobre 2007;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 mai 1982 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'organisation de camps sportifs, modifié par l'arrêté du 6 mars 2000;

3° l'arrêté de l'Exécutif du 11 mai 1982 fixant les conditions et titres des moniteurs jugés suffisants pour le calcul des subventions octroyées aux organisateurs de camps sportifs;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 1996 fixant les montants forfaitaires journaliers d'intervention pour le calcul des subventions octroyées aux organisateurs de camps sportifs, modifié par l'arrêté du 8 mai 2000;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 septembre 1997 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'organisation de programmes de développement sportif, modifié par les arrêtés des 8 mai 2000, 8 novembre 2001 et 12 février 2009;

6° les articles 18 et 19 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour les activités servant la promotion du sport et la notoriété de la Communauté française, modifiés par l'arrêté du 18 juin 2002;

7° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'organisation de stages sportifs pour handicapés, modifié par l'arrêté du 12 février 2009;

8° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 2005 visant l'application du décret du 12 mai 2004 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'organisation d'activités sportives de quartier.

Art. 10. Les procédures de subventionnement introduites sur la base des dispositions visées à l'article 9 en cours le jour de l'entrée en vigueur du présent décret se poursuivent conformément à ces dispositions.

Toutefois, le montant total des subventions accordées pour l'ensemble des activités ayant lieu pendant l'année 2019 ne peut excéder le montant maximum annuel de subventions auquel le bénéficiaire peut prétendre en vertu du présent décret, compte tenu des différents cadres d'intervention dont relèvent ces activités.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 novembre 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des Femmes et de l'Égalité des Chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 688-1. – Rapport de commission, n° 688-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 688-3

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 14 novembre 2018.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/32422]

14 NOVEMBER 2018. — Decreet inzake de subsidiëring van de organisatie van sportmodules en -kort programma's voor de promotie en ontwikkeling van sport

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Subsidiëring van sportmodules en -programma's ter sportbevordering en -ontwikkeling*

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten, kan de Regering subsidies toekennen voor de verwezenlijking van sportmodules of -programma's om de promotie en ontwikkeling van sport aan te moedigen.

Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1 ° module: meerdere uren activiteiten voor de promotie en ontwikkeling van sport in het algemeen of van een bepaalde sportdiscipline, met het oog op het bereiken van een door de begunstigde te definiëren doelstelling op basis van zijn specifieke behoeften en die een toegevoegde waarde in verhouding tot de gebruikelijke werking en dagelijkse activiteiten van de begunstigde inhouden;

2 ° sportprogramma: een geheel modules gecoördineerd in een samenhangend programma voor de verwezenlijking van een globaal sportbeleid, op de middellange of lange termijn, dat zich uitstrekt over een periode van minimaal een jaar en maximaal drie jaar.

De subsidie is bedoeld om op forfaitaire basis de kosten van organisatie, opleiding, uitrusting, omkadering en verplaatsingen te dekken die uitsluitend voor de gesubsidieerde activiteiten worden gemaakt.

Art. 2. § 1. De sportmodules en -programma's die gesubsidieerd kunnen worden, vallen in vier kaders van optreden:

I. "Animatie en promotie", waarvan de doelstellingen zijn om de sportactiviteit te ontdekken door de benadering via het spel te bevoordelen en de wellevendheidsregels te ontwikkelen door de sportpraktijk;

II. "Initiatie", waarvan de doelstellingen zijn om geleidelijk aan specifieke motorische activiteiten te ontwikkelen, het vertrouwdmaken met sport te bevorderen, mensen aan te trekken of te behouden om sport te beoefenen met het oog op een levenslange competitiepraktijk of vrijetijdsbesteding;

III. "Perfectioneren", waarvan de doelstellingen zijn om specifieke individuele of collectieve motorische vaardigheden te consolideren, of om scheidsrechterschap te bevorderen, of om leren vanuit de fundamenten een specifieke sportdiscipline te perfectioneren;

IV. "Training", waarvan de doelstellingen zijn om op te leiden, te trainen en tot competitie te trainen, of om trainingen te optimaliseren, of om sporttalent op te sporen en te selecteren.

§ 2. Om gesubsidieerd te worden, moeten de activiteiten plaatsvinden op het grondgebied van het Waalse Gewest of het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Van lid 1 kan worden afgeweken voor modules die onder kader IV vallen, op voorwaarde dat de aard van de discipline en het niveau van de praktijk dit rechtvaardigen.

§ 3. De toekenning van de subsidie is afhankelijk van de organisatie van modules waarvan het minimale kwalificatieniveau van de pedagogische omkadering door de Regering voor elk kader van optreden wordt vastgesteld.

Voor elke module moet minstens één lid van het omkaderingsteam, dat ter plekke aanwezig moet zijn en effectief toezicht houdt op de activiteiten, het door de overheid vastgestelde minimumkwalificatieniveau hebben.

Het kwalificatieniveau wordt bevestigd door een bekwaamheidsbewijs uitgereikt door de bevoegde overheidsinstantie, met inbegrip van bekwaamheidsbewijzen die zijn verkregen via een gelijkwaardigheidsprocedure, hetzij door de erkenning van een bekwaamheidsbewijs of door de waardering van opgedane ervaring.

§ 4. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, is het bedrag van de subsidie van de module het product van het aantal uren dat daadwerkelijk wordt voorzien door het uren aantal dat door de Regering voor elk kader van optreden is vastgesteld, ongeacht het aantal toezichthouders.

De bedragen bedoeld in lid 1 zijn aan het begin van elk kalenderjaar aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. Het basisindexcijfer van de consumptieprijzen is dat van kracht op 1 december 2018.

§ 5. De subsidie die wordt toegekend voor de organisatie van een sportprogramma aan de begunstigden bedoeld in artikel 3, 2 ° en 3 °, is onderworpen aan een aanpassing, volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

§ 6. De Regering bepaalt voor elk type begunstigde het maximumaantal sportmodules of -programma's, het minimumaantal en het maximumaantal modules per sportprogramma en het maximumaantal uren per module dat kan worden gesteund door een subsidie.

§ 7. De Regering kan bepalen :

1 ° regels betreffende het minimumaantal deelnemers, met dien verstande dat deze kunnen variëren naargelang het doel van de sportmodule of -programma en de bedoelde sportdiscipline;

2 ° regels betreffende het maximumbedrag van de aangevraagde financiële bijdrage van deelnemers.

Art. 3. Kunnen subsidies genieten voor de verwezenlijking van sportmodules of -programma's voor de promotie en ontwikkeling van sport :

1 ° de door de Franse Gemeenschap erkende sportfederaties: sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen erkend onder de bepalingen van de afdelingen I en II van hoofdstuk IV van het decreet van 8 december 2006 betreffende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, enkel voor sportprogramma's in hun respectieve sportdiscipline(s);

2 ° de sportclubs aangesloten bij een door de Franse Gemeenschap erkende sportfederatie: de sportkringen bedoeld in het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, enkel voor sportmodules of -programma's georganiseerd in hun respectieve sportdiscipline(s);

3 ° gemeentebesturen of verenigingen zonder winstoogmerk waaraan de gemeenten, rechtstreeks of via mandatarissen of derden die in hun hoedanigheid van vertegenwoordiger van de gemeente optreden, de uitvoering van het gemeenschappelijk sportbeleid toevertrouwen, uitsluitend voor sportmodules of -programma's georganiseerd in kaders I en II van optreden, op voorwaarde dat ten minste een derde van de georganiseerde modules voldoet aan een van de prioritair oriëntaties bepaald door de Regering, door het bevorderen van partnerschappen met gespecialiseerde verenigingen in de relevante thema's;

4 ° de plaatselijke sportcentra en geïntegreerde plaatselijke sportcentra die vallen onder het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra, enkel voor sportprogramma's georganiseerd in kaders I en II van optreden die gericht zijn op een ander publiek dan de gebruikelijke gebruikers, en inzonderheid een verzwakt publiek, met betrekking tot een van de prioritair oriëntaties van de Regering en door de voorkeur te verlenen aan partnerschappen met verenigingen die gespecialiseerd zijn in de bedoelde thema's.

Art. 4. Om in aanmerking te komen voor subsidies voor sportmodules en -programma's voor sportbevordering en -ontwikkeling, moeten de in artikel 3 bedoelde begunstigden aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° over sportinfrastructuren beschikken die het mogelijk maken de sportdiscipline reglementair te beoefenen, behalve in het geval van de organisatie van activiteiten uitsluitend georganiseerd in kader I van optreden;

2° vestiaires en wasruimten hebben, gescheiden voor mannen en vrouwen, op voorwaarde dat de sportdiscipline dit vereist, behalve als het uitsluitend gaat om de organisatie van activiteiten onder kaders I en II van optreden;

3° voor sportclubs aangesloten bij een door de Franse Gemeenschap erkende sportfederatie, ten minste over één scheidsrechter of een officiële rechter beschikken, op voorwaarde dat de sportdiscipline dit vereist;

4° een verzekering afsluiten die de deelnemers dekt tegen de risico's van burgerlijke aansprakelijkheid en lichamelijke letsels die zouden ontstaan in verband met de activiteit;

5° aan de regels voldoen met betrekking tot de aanwezigheid van automatische externe defibrillatoren van categorie 1 in sportinfrastructuren;

6° aan het decreet van 3 april 2014 betreffende de preventie van gezondheidsrisico's in de sport voldoen;

7° aan de code van sportethiek voldoen die is aangenomen krachtens het decreet van 20 maart 2014 houdende verschillende maatregelen inzake sportethiek, met inbegrip van het opmaken van de code voor sportethiek en de erkenning en de subsidiëring van een comité voor sportethiek;

8° de verantwoordelijkheid voor de algemene organisatie van de activiteiten niet uitbesteden, inzonderheid op het niveau van het beheer van de inschrijvingen, het voorbehouden van de sportplateaus, de inzet van sporttoezicht en de verplichtingen in termen van verzekering.

Art. 5. De Regering bepaalt de procedure voor het verlenen van subsidies.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 61, lid 1, 4°, van het decreet van 20 december 2011 betreffende de organisatie van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, erkent de begunstigde, als gevolg van de eenvoudige aanvaarding van de subsidie, aan de subsidiërende instantie, het recht om ter plaatse controle uit te oefenen op de aanwending van de toegewezen geldmiddelen.

Art. 7. De in dit decreet bedoelde subsidies mogen niet worden toegekend aan organisaties die, in het kader van dezelfde activiteiten, subsidies kunnen genieten die toegekend worden door de Franse Gemeenschap in het kader van andere sportwetgevingen of reglementeringen.

Art. 8. Het totale beschikbare begrotingsbedrag wordt aan het begin van elk kalenderjaar aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. Het basisindexcijfer van de consumptieprijzen is dat van kracht op 1 december 2018.

De Regering bepaalt de verdelingsmogelijkheden van het totale beschikbare begrotingsbedrag over de verschillende gesubsidieerde activiteiten volgens de periode waarin ze zijn georganiseerd.

HOOFDSTUK II. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

Art. 9. Opgeheven worden :

1° het decreet van 12 mei 2004 ter bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de organisatie van sportactiviteiten in de wijk, gewijzigd bij de decreten van 8 december 2006, 25 mei 2007 en 19 oktober 2007;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1982 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van subsidies voor de organisatie van sportkampen, gewijzigd bij het besluit van 6 maart 2000;

3° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 mei 1982 tot vaststelling van de voorwaarden en titels van de oefenmeesters voldoende geacht voor de berekening van de subsidies toegekend aan de organisatoren van sportkampen;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1996 tot vaststelling van de dagelijkse forfaitaire tegemoetkomingsbedragen voor de berekening van de subsidies toegekend aan de organisatoren van sportkampen, gewijzigd bij het besluit van 8 mei 2000;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 september 1997 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor het organiseren van programma's voor de sportontwikkeling, gewijzigd bij de besluiten van 8 mei 2000, 8 november 2001 en 12 februari 2009;

6° de artikelen 18 en 19 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de activiteiten die de promotie van de sport en de bekendheid van de Franse Gemeenschap in de hand werken, gewijzigd bij het besluit van 18 juni 2002;

7° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor het organiseren van sportstages voor gehandicapten, gewijzigd bij het besluit van 12 februari 2009;

8° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 mei 2005 houdende toepassing van het decreet van 12 mei 2004 ter bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de organisatie van sportactiviteiten in de wijk.

Art. 10. Subsidieprocedures ingediend op basis van de bepalingen bedoeld in artikel 9 die lopend zijn op de dag van inwerkingtreding van dit decreet, worden voortgezet overeenkomstig die bepalingen.

Het totale bedrag aan toegekende subsidies voor alle activiteiten die plaatsvinden in het jaar 2019 mag echter niet meer bedragen dan het maximale jaarlijkse bedrag aan subsidies waarop de begunstigde volgens dit decreet recht heeft, rekening houdend met de verschillende kaders voor deze activiteiten.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 november 2018.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement - Ontwerp van decreet nr. 688-1. – Commissieverslag, nr. 688-2. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 688-3.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 november 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/32424]

21 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2018 fixant le nombre d'attestations d'accès à la suite du programme du cycle en sciences vétérinaires qui seront délivrées par université lors de l'année académique 2018-2019

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

Vu le décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires, notamment ses articles 5, 6, 9 et 11;

Considérant l'avis n° 60.041/2/V du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, dans lequel il mentionne ne pas être compétent pour rendre un avis, dès lors que l'arrêté en projet détermine le nombre d'attestations par institution selon des règles de calcul qui sont fixées de manière exhaustive par le législateur décentral;

Considérant que l'ULiège n'a pas délivré toutes les attestations disponibles pour l'année académique 2016-2017 et que, conformément à l'article 6, § 2, du décret du 13 juillet 2016 susmentionné, le nombre d'attestations résiduelles est ajouté au nombre d'attestations qui est arrêté pour l'année académique suivante;

Considérant qu'un premier arrêté erroné déduisant le nombre d'attestations disponibles en 2016-2017 dans le quota déterminé pour l'année 2017-2018 a été adopté par le Gouvernement en date du 24 octobre 2018;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2018 fixant le nombre d'attestations d'accès à la suite du programme du cycle en sciences vétérinaires qui seront délivrées par université lors de l'année académique 2018-2019, les mots « 105 » sont remplacés par les mots « 131 ».

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2018 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2018 fixant le nombre d'attestations d'accès à la suite du programme du cycle en sciences vétérinaires qui seront délivrées par université lors de l'année académique 2018-2019 est abrogé.